

BILLET DE BLOG 19 mai 2026

Face à l'accumulation continue de crises, conjuguer sécurité et long terme

Auteur

Sébastien Treyer

Directeur général

 Temps de lecture: 7 min

Les catastrophes climatiques, les instabilités économiques et les conflits armés se succèdent, leurs impacts s'accumulent et se renforcent les uns les autres. Les transformations profondes des chaînes de valeur mondiales, sous la poussée des révolutions numérique et électrique, sont peut-être l'une des causes des affrontements économiques et politiques, différents acteurs publics et privés cherchant à s'assurer la domination dans la nouvelle économie en train de se construire. La transformation de l'économie vers la décarbonation, la résilience et la protection des écosystèmes présente tous les atouts pour être une réponse solide à long terme, par la réduction des dépendances aux énergies fossiles et des vulnérabilités.

Mais le choix de cette transformation vers la durabilité ne s'impose visiblement pas, malgré ces atouts, parce que l'accumulation des crises produit surtout de très fortes incertitudes, une grande instabilité, et des risques dus aux stratégies adverses d'acteurs puissants qui ne jouent plus selon les règles. La recherche de sécurité, physique, militaire, économique, d'approvisionnement ou plus largement d'accès aux marchés, est remontée comme une

préoccupation prioritaire : même si la sécurité énergétique serait théoriquement assurée au mieux par la réduction de la consommation des énergies fossiles, la réponse de court terme consiste à diversifier les sources de ces énergies, parce que l'électrification des usages (véhicules électriques, pompes à chaleur, etc.) est un processus de moyen terme, tout comme la décarbonation de la production d'électricité.

Dans cette situation, on pourrait croire qu'il n'y a plus de place pour défendre la coopération et la solidarité entre les pays, plutôt que les stratégies de compétition ou d'affrontement et les purs intérêts individuels, ni les objectifs de durabilité environnementale et sociale plutôt que le sabotage des régulations vues comme des entraves au déploiement de la force.

Depuis le retour de Donald Trump comme président des États-Unis, les autres pays ont eu le temps d'observer ou de faire eux-mêmes l'expérience des stratégies unilatérales de sécurisation, et quelques leçons commencent à pouvoir être tirées. Tout d'abord, la sécurisation d'approvisionnement peut conduire à des coûts supplémentaires, mais aussi à réduire les investissements en matière de compétitivité. Les décideurs économiques sont donc amenés à trouver le chemin de crête entre sécurité et compétitivité. Ils doivent aussi concilier les efforts de protection des secteurs économiques nationaux et la nécessité de se positionner sur des marchés d'avenir.

C'est dans ce contexte que les solutions coopératives, assurant des formes de solidarité, et la prise en compte des objectifs de long terme permettent de trouver la voie de passage entre les contradictions internes aux objectifs économiques : choisir la sobriété pour réduire les dépendances, construire des chaînes de valeur industrielles équilibrées, plurilatéraliser ou multilatéraliser des contrats de coopération plutôt qu'imposer par la force ; autant d'options qui apparaissent déjà crédibles, par exemple sur l'accès aux minéraux critiques et aux technologies de leur transformation, même pour les acteurs dominants, comme l'illustre le nombre toujours plus important (plus de 50) de pays conviés par le ministre américain des Affaires étrangères pour sécuriser collectivement l'accès à ces minéraux¹.

Les acteurs économiques ont avant tout besoin de stabilité et de prévisibilité, et ils sont conscients des inévitables interdépendances par les flux matériels, les ressources naturelles, mais aussi les technologies, les données, entre les différents pays et les différents secteurs. Le chaos et l'imprévisibilité comme stratégie de pouvoir tiennent difficilement dans la durée.

L'Iddri prépare donc les conditions de maintien ou de rétablissement des horizons de prévisibilité, et ceux-ci passent par trois modes d'action principaux.

À l'échelle internationale, consolider les initiatives existantes de reconstruction des capacités de coopération internationale, qu'il s'agisse de redonner une légitimité politique et une efficacité concrète aux institutions multilatérales, dont le rôle est irremplaçable et pourtant largement contesté aujourd'hui, mais aussi de formes moins universelles, plus partielles, plurilatérales, d'alliances entre pays pour qui la coopération est un gage de survie (les « puissances moyennes » évoquées par le Premier ministre canadien Mark Carney², mais aussi les pays les plus vulnérables). Par ses capacités de dialogue entre les blocs et entre les pays, et sa capacité de conviction ancrée sur des analyses rigoureuses des conditions économiques dans les chaînes de valeur, l'Iddri soutient l'émergence et la consolidation de ces arrangements plurilatéraux pour en faire des noyaux de reconstruction de la coopération multilatérale³.

L'Europe est au cœur des réseaux de dépendance matérielle, économique, politique et militaire. Cette situation, une fois assumée de manière stratégique, la met aussi au cœur des acteurs clés ayant les moyens et la responsabilité de démontrer que la sécurité est mieux assurée par la gestion de ces interdépendances que par un rêve d'autarcie. C'est aussi un continent qui peut s'appuyer sur une expérience des politiques de développement durable sur la longue durée, et dont la situation de dépendance aux ressources naturelles des autres lui enjoint d'être porteur

d'offres de partenariats équilibrés avec les autres pays, au risque sinon de disparaître stratégiquement. L'Iddri met pour cela tout en œuvre pour que les États membres et les différents acteurs et secteurs soient en mesure de transformer l'économie du continent et de renouveler le contrat social lié à ce nouveau modèle économique, tout en échangeant dès l'amont des processus politiques qui devront piloter cette transformation, avec ses partenaires internationaux et alliés traditionnels ou plus récents dans toutes les régions du monde, sans lesquels ce projet ne tiendra pas, et avec qui il s'agit aussi de reconstruire la coopération mondiale.

Enfin, assurer la sécurité à un niveau macroéconomique et militaire est la mission indispensable des États, mais cela ne suffit pas à consolider un horizon de long terme quand les **sociétés** elles-mêmes sont de plus en plus défiées vis-à-vis du politique. Les citoyens semblent prêts à se laisser diriger par des candidatures dont la promesse principale est de faire seulement et par principe l'inverse de ce qui a été tenté jusqu'à maintenant, sans égard pour les leçons de l'expérience. La légitimité sociale pour opérer tout projet politique de transition, et encore plus avec une vision de long terme pourtant indispensable pour sortir de la litanie des crises, reste lacunaire, dans de très nombreux pays, et c'est elle qu'il faut reconstruire, patiemment à l'écoute des citoyens et en respectant les grands ordres de grandeur dont le Giec et l'IPBES indiquent avec toujours plus de clarté la nécessité. Cela passe par une compréhension des préoccupations des citoyens et des acteurs organisés, pour refonder le contrat social autour des besoins de protection et de sécurité, à l'échelle des ménages ou des individus, mais aussi leurs aspirations à la prospérité, à l'égalité, à une bonne vie, alliant à l'échelle des individus et de leurs mobilisations locales les besoins de sécurité à court terme et les promesses de long terme. Là aussi, l'Iddri s'emploie à démontrer par l'exemple, sur l'alimentation ou la mobilité⁴, qu'il est possible de conjuguer sécurité, protection, et aspirations à long terme.

¹
<https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2026/02/2026-critical-minerals-ministerial/>

²
<https://www.weforum.org/stories/2026/01/davos-2026-special-address-by-mark-carney-prime-minister-of-canada/>

³
En 2026, notamment, l'Iddri assure, conjointement avec le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), la coordination du processus T7 : <https://www.iddri.org/fr/reseau/think-7>

⁴
<https://www.iddri.org/fr/themes/modes-de-vie>

BIODIVERSITÉ

CLIMATE

PACTE VERT EUROPÉEN

GOUVERNANCE

MODES DE VIE

ENJEUX SOCIAUX

NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

COOPERATION POLICY